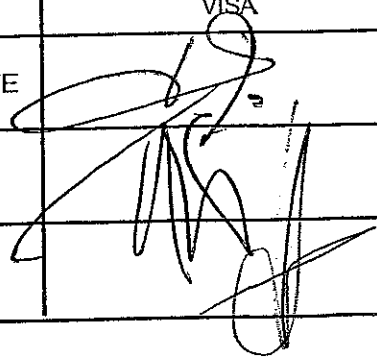



**ORGANISATION DU TRAVAIL  
DES ENTREPRISES EXTERIEURES**

**Application du décret 92.158 du 20/02/1992**

Diffusion : Chefs d'installation et Ingénieurs de sécurité suivant la liste CEA/GRE/ISE/LT004  
et Manuel du CI

	NOM	FONCTION	VISA
REDIGÉ PAR :	D. EVAIN	INGENIEUR DE SECURITE	
VÉRIFIÉ PAR :	B. DUPEYRAT	DIRECTEUR ADJOINT DU CEA GRENOBLE	
APPROUVE PAR :	J. THERME	DIRECTEUR DU CEA GRENOBLE	

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	2/15
		Date d'application Septembre 2003	

## SOMMAIRE

### 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

1.1 - Objet du décret n° 92-158

1.2 - Champ d'application

### 2 - DEFINITION

### 3 - DOCUMENTS APPLICABLES

### 4 - DOCUMENTS ASSOCIES

### 5 - DOCUMENTS RATTACHES

### 6 - MODALITES D'APPLICATION DU DECRET

6.1 - Dispositions lors de la passation d'un marché

6.1.1 - Contrats en binomage avec le SA (en procédure B)

6.1.2 - Commande en procédure A

6.2 Suivi médical des agents d'entreprises extérieures

6.2.1 - Au niveau du Cahier des charges

6.2.2 - Passation du marché

6.3 - Déroulement d'une opération type

### 7 - ROLES DES DIFFERENTS ACTEURS

7.1 - Rôle du Représentant du Chef de l'Entreprise Utilisatrice (EU)

7.2 - Rôle de l'Ingénieur Sécurité d'Installation

7.3 - Rôle du Maître d'Ouvrage

7.4 - Rôle du Maître d'Oeuvre

7.5 - Rôle de l'Ingénieur Sécurité d'Etablissement

7.6 - Rôle de l'Unité Sécurité Santé Protection


7.6.1 - Le Service de Protection contre les Rayonnements et la Surveillance de l'Environnement (SPRSE)

7.6.2 - La Formation Locale de Sécurité (FLS)

7.6.3 - Le Service Médical du Travail (SST)

7.7 - Rôle du CHSCT du CEA Grenoble

### 8 - HISTORIQUE DES VERSIONS

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	3/15
		Date d'application Septembre 2003	

## 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

La présente circulaire a pour but de définir l'organisation mise en place pour répondre aux exigences du décret n° 92-158 du 20 Février 1992 concernant les prescriptions particulières d'Hygiène et de Sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une Entreprise Extérieure.

### 1.1 Objet du décret n° 92-158

La finalité première de ce décret est d'organiser la prévention des risques dus aux interférences des travaux effectués :

- par les personnes du CEA ou d'autres entreprises présentes sur un lieu donné,
- et par la ou les entreprises extérieures participant à une opération déterminée.

Chaque entreprise assure les responsabilités de ses risques propres (toutes les mesures de sécurité qui relèvent de l'application des règles de l'art des divers corps de métiers ne sont pas concernées par ce décret).

Sous la responsabilité de son Directeur, le rôle de l'Entreprise Utilisatrice (EU) - dite encore Entreprise d'Accueil - est, **avant** chaque opération, de réunir les divers intervenants et avec eux d'effectuer les actions suivantes :

- inspecter les lieux où les travaux seront effectués,
- analyser les risques inhérents aux travaux et activités de toutes les personnes appelées à travailler côte à côte,
- rechercher les mesures de préventions adéquates et rédiger en conséquence un Plan de Prévention qui consignera par écrit le résultat des réflexions communes.

Il appartient ensuite au responsable de l'Entreprise Utilisatrice de coordonner les actions engagées et de s'assurer qu'elles se déroulent conformément à ce qui était prévu.

Le décret prévoit deux points complémentaires importants :

- l'organisation du suivi médical des agents d'entreprises extérieures,
- l'intervention des Représentants du Personnel du CHSCT des diverses sociétés, entreprises ou organismes concernés.

### 1.2 Champ d'application

Dans le cadre du décret 92-158, cette circulaire s'applique à :

- tous travaux effectués sur le site, par des personnes autres que des agents CEA ou des stagiaires,
- tous travaux effectués conjointement avec des organismes tels que l'INSERM, le CNRS, l'UJF, Start up, etc.....


Ne sont pas concernés :

- les travaux effectués dans un chantier clos qui font l'objet du décret 94-1159 du 26/12/94,
- les opérations de chargement et de déchargement (arrêté du 26 Avril 1996) qui sont traitées dans la Circulaire Sécurité n° 045.

**N.B - La notion de chantier clos est très restrictive. Consulter l'ISE afin de déterminer si, pour une opération donnée, cette clause est applicable.**

## 2 - DEFINITION

**Opération :** Suivant l'article R 237-1 on entend par "Opération" une ou plusieurs prestations de services ou travaux réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	4/15
		Date d'application Septembre 2003	

Cette notion d'opération couvre, en fait, tous les travaux effectués par des Entreprises ou Organismes Extérieurs :

- depuis le travail ponctuel effectué par une seule entreprise sur un temps très limité jusqu'au chantier réunissant plusieurs entreprises sur plusieurs mois,
- les travaux de maintenance, d'entretien ou de contrôle effectués en un seul local et en une seule fois ou sur l'ensemble du site tout au long de l'année,
- les travaux de recherche effectués par des organismes publics ou privés,
- les travaux de recherche effectués par un individu n'appartenant pas au CEA (EDF, thésard ...).

### 3 - DOCUMENTS APPLICABLES

- Décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail (articles R237-1 à R237-28) et fixant les prescriptions particulières d'Hygiène et de Sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une Entreprise Extérieure.
- Arrêté du 19 mars 1993 - fixant, en application de l'article R 237-8 du Code du Travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est **obligatoirement** établi par écrit un Plan de Prévention.
- Circulaire ministérielle DRT n° 93/14 d'application du décret précité en date du 18.03.1993.
- NIG n° 465 - Missions et attributions des Directeurs de Centre.
- Circulaire DCS/DJC n°96-01 du 20 Novembre 1996 : Guide pour l'application dans les centres et établissements du CEA des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- Instruction CEA/GRE/GSSQ/SEC/IN003 : Travail en Heures Non Ouvrables des Entreprises Extérieures.
- Circulaire SG n° 56 : Missions des Ingénieurs de Sécurité d'Etablissement dans les Centres CEA.


### 4 - DOCUMENTS ASSOCIES

- Plan de Prévention comprenant la fiche d'ouverture de travaux : EQ/CS23-1
- Plan de Prévention Simplifié : EQ/CS23-2
- Simplified prevention plan (Plan de Prévention Simplifié/version anglaise) : EQ/CS23-8
- Liste du personnel de l'entreprise : EQ/CS23-3
- Dispositions applicables aux marchés du CEA Grenoble : EQ/CS23-4
- Instructions générales de sécurité à l'usage des Entreprises Extérieures effectuant des travaux au CEA Grenoble : EQ/CS23-5
- General safety instructions for the use of outside companies performing work at the CEA Grenoble (Instructions Générales de Sécurité à l'usage des entreprises extérieures effectuant des travaux au CEA Grenoble/version anglaise) : EQ/CS23-7
- Attestation d'évacuation de déchets industriels banals : EQ/CS23-6

**IMPORTANT : La mise à jour de ces documents est faite sous la responsabilité de l'ISE.**

### 5 - DOCUMENTS RATTACHES

- Loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 : Coordination de chantier de bâtiment et de génie civil et son Décret d'application 94-1159 du 26 Décembre 1994.
- Circulaire DCS/DJC n°96-02 du 20 Novembre 1996 : Guide pour l'application dans les centres et établissements du CEA de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et de ses textes d'application relatifs aux opérations de bâtiment ou de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- Arrêté du 26 Avril 1996 relatif aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	5/15
		Date d'application Septembre 2003	

- Circulaire DCS n°26/DJC n°97-02 du 31 Août 1997 : *Application au CEA de l'arrêté du 26 Avril 1996 relatif aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement ou de déchargement effectuées par une Entreprise Extérieure* et son guide d'application.

## 6 - MODALITES D'APPLICATION DU DECRET

### 6.1 - Dispositions lors de la passation d'un marché

**Les dispositions décrites ci dessous sont les dispositions minimales à appliquer par le SA et les UO.**  
 Au cas par cas et en fonction de la spécificité des risques, des prescriptions de sécurité, écrites, relatives au marché pourront être jointes à ces documents.  
 En tout état de cause, il est rappelé que les dispositions de la Circulaire Administrative CEA Grenoble N°1 intitulée "Modalités de passation des contrats de prestations sur site" doivent être respectées.

#### 6.1.1 - Contrats en binomage avec le SA (en procédure B)

Dans le cahier des charges, l'utilisateur fixe les besoins et les conditions spécifiques de sécurité relatifs à l'opération.

Dans l'appel d'offre, le SA insère, systématiquement, les prescriptions générales de sécurité, pour rappeler à l'entreprise ses obligations vis-à-vis de l'application du décret.

Ces prescriptions font l'objet de 2 documents :

- Instructions générales de sécurité à l'usage des Entreprises Extérieures effectuant des travaux au CEA Grenoble (référence EQ/CS23-5). La mise à jour de ce document est sous la responsabilité de l'ISE.
- Annexe sécurité aux contrats de sous-traitance, transposant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure (Art.R.237-1 à R.237-28 du code du travail) jointe à la note DJC/DCS du 26 Avril 1996.

A chaque contrat, le SA joint systématiquement les 2 documents suivants :

- le formulaire intitulé "Liste du personnel de l'entreprise" (référence: EQ/CS23-3) donnant la liste exhaustive du personnel intervenant à des fins de contrôle d'accès au site et de sécurité,
- l'imprimé concernant les "Dispositions applicables aux marchés du CEA Grenoble" (référence : EQ/CS23-4).

**IMPORTANT** : dans le cas de chantiers complexes et importants, lors de la visite des installations par les divers soumissionnaires, les principaux aspects de sécurité et les dispositions de protection à prendre en conséquence, sont évoqués. En effet, il importe qu'au moment de la rédaction des Plans de Prévention, les aspects qui ont des incidences financières, aient déjà été pris en compte.

#### 6.1.2 - Commande en procédure A


Toute unité passant un marché sans intervention du SA est tenue d'envoyer systématiquement, lors du passage de la commande, les 2 documents suivants :

- le formulaire intitulé "Liste du personnel de l'entreprise" (référence: EQ/CS23-3),
- l'imprimé concernant les "Dispositions applicables aux marchés du CEA Grenoble" (référence : EQ/CS23-4).

Dans le cas d'un marché à caractère radioactif, l'Unité attirera l'attention de l'Entreprise sur la prise en compte des dispositions particulières à ce type de marchés qui font l'objet du chapitre II du document " Dispositions applicables aux marchés du CEA Grenoble". Cette mention devra être précisée sur la commande.

### 6.2 Suivi médical des agents d'entreprises extérieures

L'organisation d'un suivi médical complémentaire des agents d'entreprises extérieures lié à l'exposition à des nuisances spécifiques au CEA/GRE (voir la liste en Annexe 1 de la présente circulaire) nécessite environ un mois de délai pour obtenir la décision du Médecin du Travail sur l'aptitude de la personne concernée.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	6/15
		Date d'application Septembre 2003	

### 6.2.1 - Au niveau du Cahier des charges

Si le Chef d'Installation, conseillé par l'ISI et/ou le SPRSE, constate lors de l'établissement du Cahier des Charges, que l'opération prévue comporte des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale conformément à l'arrêté du 11/07/1977 (annexe 1) complété ou modifié par la circulaire n°10 du 29/04/1980, il rédige la fiche G du Plan de Prévention et l'envoie au SST.

Le SST se renseigne auprès de l'ISI ou du SPRSE, si nécessaire, et détermine les nuisances particulières afin de prévoir le suivi médical complémentaire en cas de besoin.

Le SST avertit, au plus vite, le Chef d'Installation en renvoyant cette fiche G dûment visée, afin que ces obligations soient mentionnées sur l'appel d'offres.

Si ce constat n'a pas été fait avant l'appel d'offres, cet aspect sera abordé lors de l'inspection préliminaire (phase 1) effectuée avec le titulaire du marché de telle façon que l'on puisse mettre en route le processus de suivi médical. Dans ce cas, le Plan de prévention entérine les dispositions prises : fiche G du Plan de Prévention.

### 6.2.2 - Passation du marché

Après la passation du marché et suite à l'inspection préliminaire, le Médecin du Travail du CEA Grenoble se met en relation avec le Médecin du Travail de l'Entreprise pour organiser le suivi médical nécessaire.

En concertation avec le représentant de l'entreprise sur le site, pour chaque personne concernée par un suivi médical complémentaire, l'ISI établit une fiche de poste et de nuisances (modèle vert) et l'envoie au SST conformément à la Circulaire Sécurité n°008.

## 6.3 - Déroulement d'une opération type

### □ Phase 1 : Inspection préliminaire

Suivant le décret, cette inspection des locaux, des expériences ou machines qui s'y trouvent, doit permettre de donner aux entreprises, avant le début des travaux, des informations sur :

- la délimitation du secteur d'intervention,
- le balisage des zones dangereuses,
- les consignes de sécurité,
- les voies d'accès,
- la description des travaux.


Sur le plan pratique et suivant l'importance et le type du chantier, assistent à cette inspection :

#### ❖ au minimum :

- le Chef d'Installation ou son représentant pour l'Entreprise Utilisatrice,
- l'Ingénieur de Sécurité d'Installation ou l'Animateur Sécurité,
- le responsable de chaque Entreprise Extérieure y compris les responsables des Entreprises Sous-traitantes,

#### ❖ en tant que de besoin :

- le Maître d'Ouvrage,
- le Maître d'Oeuvre,
- l'ISE,
- les Représentants des CHSCT des Entreprises Extérieures,
- les Représentants du CHSCT du CEA Grenoble,
- le SPRSE,
- la FLS,
- le SST.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	7/15
		Date d'application Septembre 2003	

*Si la visite préliminaire a été réalisée en plusieurs groupes, du fait du nombre important de participants, une synthèse est faite au moment du Plan de Prévention.*

□ **Phase 2 : Rédaction du Plan de Prévention, cf. Art. R 237.7 et R237-8**

Si l'analyse des risques met en évidence des risques présents sur les lieux ou dus à la présence des travaux, les dispositions de prévention pour faire face à ces risques devront être obligatoirement décrites dans un Plan de Prévention.

***L'ISE, ou l'IS/STL pour les travaux sous maîtrise d'oeuvre STL, doit avoir, sous 48 heures, copie de tous les Plans de Prévention.***

**IMPORTANT :** Lors de l'établissement du Plan de Prévention :

- le Chef d'Installation ou le conducteur de travaux s'assurera de la remise par le titulaire des documents complétés "Liste du personnel de l'entreprise" et "Attestation d'évacuation de déchets industriels banals" ainsi que du niveau des habilitations et des catégories de personnel requis,
- d'autre part, le responsable des travaux informera les Entreprises Extérieures qu'une salle de réunion, équipée d'un rétroprojecteur peut être mise à leur disposition afin qu'elles puissent transmettre à leurs salariés, au début de l'opération, les informations utiles à la prévention.

Du fait de la grande diversité des structures, on peut distinguer plusieurs cas pour l'établissement des Plans de Prévention:

**A. Opération concernant une ou plusieurs entreprises ou des Organismes de Recherche ou Sociétés implantées sur le site.**

Le responsable - Chef d'Installation ou son délégataire - rédige un Plan de Prévention multifiche EQ/CS 23-1 avec toutes les parties concernées.

Lorsque le CI confie la maîtrise d'oeuvre au STL, le Plan de Prévention est en général établi par le STL sous la responsabilité et en présence du CI ou de son délégataire.

En cas de difficultés, l'ISE peut être consulté.

***N.B Toutes les entreprises - y compris les sous traitantes - doivent être présentes lors de la rédaction du Plan de Prévention. Si en cours de chantier, interviennent de nouveaux sous traitants (ou de nouvelles entreprises) il faut refaire le Plan de Prévention. Cette disposition peut, dans la pratique, constituer une sujétion très lourde qui ne se justifie pas toujours compte tenu des risques analysés. Il conviendra dans ce cas de consulter l'ISE pour trouver la solution la plus appropriée respectant l'esprit du décret.***


**B. Opération ne concernant qu'une seule entreprise.**

Dans le cas - très fréquent - d'une entreprise effectuant une opération ne comportant pas de risque important, un Plan de Prévention Simplifié (PPS) est établi suivant la directive, insérée dans le carnet des PPS (référéncé EQ/CS23-2).

Cette directive définit, en outre, les conditions particulières d'établissement de Plan de Prévention Simplifié par le STL compte tenu de la spécificité des opérations qui lui sont confiées et de sa compétence en matière de sécurité des chantiers de bâtiments.

**C. Opération concernant une entreprise de contrôle, de maintenance ou de nettoyage.**

Il s'agit d'opérations dont la particularité est d'amener le personnel de ces entreprises à travailler sur l'ensemble du site. Ces opérations correspondent généralement à des travaux "mutualisés", confiés généralement au STL ou au STL.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	8/15
		Date d'application Septembre 2003	

L'inspection de tous les locaux et la rédaction du Plan de Prévention avec toutes les parties concernées est impossible à réaliser en une seule fois.

Il appartient donc au STL ou autre service concerné de constituer un Plan de Prévention sous forme de dossier évolutif qui permette de répondre aux exigences du décret.

#### **D. Opération concernant les contrats de maintenance répétitive.**

Il s'agit par exemple des contrats pour la maintenance d'équipements de laboratoire (ex : balances, microscopes,...). Si l'opération est effectuée par les mêmes opérateurs sur les mêmes équipements, on peut établir un seul et même Plan de Prévention révisable dès lors que les conditions de l'opération sont modifiées. Il sera nécessaire d'analyser au moins une fois par an, la conformité de ce plan par rapport aux dispositions définies. Si cette condition n'est pas respectée, il est nécessaire d'établir un P.P.S. au cas par cas.

#### **E. Opération comportant des travaux figurant sur la liste des travaux dangereux (Arrêté du 19/03/1993).**

En application de l'arrêté du 19/03/1993, il est impératif d'établir un Plan de Prévention écrit pour toute opération comportant des travaux dangereux (voir Annexe 2).

#### **F. Opération de durée inférieure à 400h/an et sans risque notable.**

Il est toléré par le décret du 20 Février 1992 que le Plan de Prévention ne soit pas écrit (information orale) :

- si pour une opération donnée, l'ensemble des heures travaillées sur 12 mois par une ou plusieurs entreprises de manière continue ou discontinue, ne dépasse pas 400h/an,
- et si les travaux réalisés ne sont pas considérés comme dangereux (annexe 2 de la présente Circulaire).

Bien que cette disposition soit prévue par le décret du 20 Février 1992, la **Direction du CEA Grenoble recommande la rédaction systématique d'un Plan de Prévention**, seul document écrit attestant que l'analyse des risques d'interférences liés à l'opération a été effectuée.

**IMPORTANT : Lors de l'établissement d'un Plan de Prévention référence EQ/CS23-1 (cas a, c, d et e) :** la fiche d'ouverture de travaux est envoyée à l'Inspection du Travail avant le démarrage de l'opération par le Chef d'Installation ou par le STL ou le STI dans le cas de maîtrise d'oeuvre de celle-ci.

#### **G. Cas particulier de l'emploi de personnel intérimaire pour des travaux sous rayonnements.**

Bien que le décret ne prévoit pas l'établissement d'un Plan de Prévention dans le cas d'emploi d'un intérimaire, la Direction du Centre le recommande fortement et l'exige même pour les travaux sous rayonnement conformément à la note DIR/AQ97-161 du 23/05/1997.

##### ☐ **Phase 3 : Suivi du chantier**


Le Chef d'Installation (ou son délégataire) doit durant le chantier :

- ↳ vérifier que les Chefs d'Entreprises Extérieures ont bien donné à leurs salariés les instructions appropriées, que les mesures de sécurité décidées sont bien exécutées et en décider de nouvelles, si nécessaire.

**Sur le plan pratique,** il appartient au Maître d'oeuvre, au conducteur de travaux ou à l'Ingénieur de Sécurité :

- de contrôler les méthodes de travail des personnels pour en tirer des conclusions sur la transmission des consignes de sécurité,
- de traiter systématiquement les problèmes de sécurité en début des réunions de chantier dont les comptes rendus peuvent être joints au Plan de Prévention, à titre de document complémentaire, à condition qu'ils soient validés par les entreprises concernées.



	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	9/15
		Date d'application Septembre 2003	

- ↳ signaler aux Chefs d'Entreprises une situation qui se dégrade au regard des conditions de sécurité,
- ↳ alerter les Chefs d'Entreprises dont les salariés sont menacés d'un danger grave - même si ce danger est exclusivement dû à leur méthode de travail ou au matériel mis en oeuvre par l'entreprise.

**Sur le plan pratique**, en principe, le Chef d'Installation (ou la personne qui constate l'anomalie) n'a pas à se substituer au Chef d'Entreprise. Toutefois, si le responsable, représentant le Chef d'Entreprise, n'est pas sur place, le Chef d'Installation peut agir d'autorité (ou avertir l'ISE) pour faire cesser la situation dangereuse et en informer par écrit l'Entreprise dans les meilleurs délais. **En aucun cas, il ne prend la responsabilité d'autoriser la reprise des travaux. C'est au Responsable de l'Entreprise de s'assurer que le risque a disparu et d'autoriser la reprise des activités.**

- ↳ organiser les inspections, suivies de réunions de synthèse, pour étudier les dispositions de prévention :
  - soit de sa propre initiative,
  - soit à la demande des Entreprises Extérieures,
  - soit à la demande motivée des Représentants du Personnel en CHSCT de l'une quelconque des Entreprises,
  - à la suite de quoi le Plan de Prévention est modifié ou mis à jour.

#### □ Phase 4 : Obligation d'Inspection trimestrielle

Du fait du nombre d'heures travaillées par l'ensemble des Entreprises Extérieures sur le site ( > 90 000 heures), il y a obligation d'inspections et réunions (évoquées ci-dessus) trimestrielles pour toutes opérations qui dépassent trois mois :

- pour les chantiers qui font l'objet de réunions systématiques et visites de chantier avec un CR où la sécurité est traitée (comme indiqué en phase 3), on peut admettre que l'esprit du décret est respecté.
- pour les travaux associés aux contrats de nettoyage et de maintenance, l'inspection de l'ensemble des locaux ne peut être réalisée en une seule fois compte tenu de l'importance des surfaces à visiter et du grand nombre de personnes concernées. Dans ce cas il est donc impossible de respecter le décret à la lettre.


**Organisation mise en place pour répondre au décret** : une réunion trimestrielle avec le responsable de l'entreprise, animée par le Responsable CEA du contrat, permet de faire un point sur les problèmes de sécurité et de visiter, si nécessaire, tel ou tel lieu concerné par des problèmes de sécurité. Dans ce cas, un Plan de Prévention complémentaire est établi.

- pour les travaux effectués de manière discontinue, tout au long de l'année, dans lesquels on peut classer les travaux de maintenance sur du matériel scientifique, de reprographie, informatique etc....., le risque est lié à la difficulté de transmission des consignes du fait d'un taux de rotation du personnel important.  
Sans respecter strictement l'obligation de réunions trimestrielles, le responsable du contrat doit faire le point, suivant une périodicité qui tient compte du risque encouru et qui ne peut en aucun cas être supérieure à l'année. A l'issue de cette réunion, il établit le compte-rendu qu'il joint au Plan de prévention initial.
- pour les travaux communs effectués entre agents CEA et agents d'Organismes associés : lors de réunions de travail, entre responsables, il est nécessaire d'évoquer les problèmes de sécurité et de les inscrire dans le compte rendu de réunion. Celui-ci peut alors être joint au Plan de Prévention.

## 7 - ROLES DES DIFFERENTS ACTEURS

### 7.1 - Rôle du Représentant du Chef de l'Entreprise Utilisatrice (EU)

En principe, le Chef d'Installation (CI) ou son suppléant est le Représentant du Chef de l'EU. A ce titre, il assume toutes les responsabilités imposées par le Décret au Chef de l'EU.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	10/15
		Date d'application Septembre 2003	

Pour cela, il doit disposer :

- de l'autorité hiérarchique pour organiser le chantier, faire arrêter ou modifier le travail effectué sur place par les agents du Centre et prendre les dispositions de sécurité nécessaires en cas d'urgence,
- des moyens financiers pour ordonnancer les dépenses utiles pour la prévention des risques,
- des moyens humains pour le suivi et le contrôle du chantier,
- de la compétence, notamment pour connaître les risques inhérents aux lieux où se situent les travaux considérés et les règlements à appliquer.

Rappel : Les missions du CI, en matière de sécurité, sont définies dans la circulaire DCS 14.

Le Chef d'Installation peut désigner un (ou plusieurs) représentant agissant en son nom de manière provisoire ou permanente qui peut être :

- dans certaines conditions, un Maître d'Oeuvre (voir ci-après),
- un responsable hiérarchique relevant de son autorité : Chef de Section, de Laboratoire, d'Exploitation, spécialiste d'un travail donné ou responsable de projet d'installation,
- exceptionnellement, l'Ingénieur de Sécurité de l'Unité pour des travaux sans risques notables car celui-ci ne peut être juge et partie.

***N.B. - La désignation d'un représentant ne libère pas le Chef d'Installation des responsabilités dévolues au Chef de l'Entreprise Utilisatrice. Il doit donc vérifier l'adéquation de l'organisation mise en place, se faire rendre compte des difficultés rencontrées et prendre les dispositions correctives jugées nécessaires.*** Le délégataire, si ce n'est pas le suppléant du Chef d'Installation doit avoir été formé à l'application du Décret du 20 Février 1992 (formation d'une demi-journée dispensée par l'ISE).

En pratique, le CI effectue les actions suivantes :

- mise en place d'une organisation de suivi des travaux, éventuellement désignation d'un Maître d'Oeuvre,
- information avant début des travaux de tous les acteurs concernés : Ingénieur de Sécurité, responsable de laboratoire, personnel concerné des Unités de Sécurité, éventuellement conducteur de travaux STL,
- analyse des risques avec les divers acteurs concernés,
- organisation des inspections préliminaires ou en cours de travaux,
- rédaction et tenue à jour du Plan de Prévention et des documents afférents,
- coordination des actions de sécurité et de prévention.

## 7.2 - Rôle de l'Ingénieur Sécurité d'Installation


**Son rôle est de conseiller le Chef d'Installation et ses représentants et d'effectuer à leur demande des opérations de contrôle ou d'inspection. Il ne peut donc jouer à la fois ce rôle et celui de responsable de travaux sans remettre en cause sa mission.**

Ses missions sont définies dans la circulaire DCS 18.

Nota : remplacer Ingénieur Sécurité d'Installation par animateur Sécurité d'Installation si tel est le cas dans l'installation.

Dans le cadre de la réalisation de travaux dans l'installation, il assure les missions qui lui sont attribuées par le CI. En particulier :

- il informe l'ISE des travaux justifiant la présence des représentants du personnel en CHSCT à l'inspection préliminaire suivant la règle établie au § VII.7.2 : rôle des Représentants du Personnel en CHSCT,
- il organise les inspections préliminaires ou inspections en cours de travaux et convoque suivant les cas SST, SPRSE, FLS et ISE,
- il envoie à l'ISE, pour archivage, tous les documents associés au Plan de Prévention et à ses modifications.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	11/15
		Date d'application Septembre 2003	

### 7.3 - Rôle du Maître d'Ouvrage

***Le concept de Maîtrise d'ouvrage suppose des travaux d'une certaine importance.***

En général, le représentant du Chef de l'Entreprise Utilisatrice est le Maître d'Ouvrage. Comme tel :

- il désigne le Maître d'Oeuvre qui, en concertation avec lui, indique au SJC/SA - rédacteur de l'appel d'offres en cas de "binomage" - les mentions utiles pour l'application du décret et notamment, en cas de chantier important ou difficile, les dispositions de sécurité à mettre en place pour que les entreprises en tiennent compte dans leur proposition de prix,
- il choisit, en concertation avec le SJC/SA, les Entreprises Extérieures. Parmi les raisons techniques de sélection, le critère d'aptitude à effectuer les travaux en toute sécurité, doit être pris en considération.

**Cas particulier :** le Maître d'Ouvrage peut être un Chef d'Entreprise Extérieure implantée sur le site (ou son représentant local) exécutant des travaux pour son propre compte. Cela peut être le cas de certaines Sociétés ayant une convention avec le CEA les autorisant à effectuer des travaux dans les locaux mis à leur dispositions.

**Dans tous les cas, le CI reste responsable de la sécurité des lieux et de l'application du décret :**

- le CI va cosigner le Plan de Prévention avec l'entreprise maître d'ouvrage,
- le Maître d'Ouvrage ne peut en aucun cas se substituer au Chef d'Installation.

### 7.4 - Rôle du Maître d'Oeuvre

Il assiste le Chef d'Installation pour la rédaction du Plan de Prévention, les inspections des locaux et la coordination des actions de prévention du chantier.

Le Maître d'Oeuvre peut être :


- soit un agent relevant de l'autorité du Chef d'Installation,
- soit le Service Technique et Logistique (STL),
- soit le Service des Technologies de l'Information (STI),
- soit un organisme spécialisé (Cabinet d'architecte - Bureau d'ingénierie),
- soit une des entreprises concernées.

**N.B** Pour une meilleure appréciation des risques apportés par les entreprises dans les travaux concernant de près ou de loin les bâtiments, les Chefs d'Installation des U.O ont tout intérêt, au minimum à prendre conseil auprès du STL ou mieux à leur confier la Maîtrise d'Oeuvre. Les conducteurs de travaux étant confirmés dans leur métier peuvent apporter une aide efficace pour étudier les risques d'un chantier et proposer des dispositions préventives.

### 7.5 - Rôle de l'Ingénieur Sécurité d'Etablissement

Ses missions sont définies dans la circulaire SG 56.

- Il informe le CHSCT des principales opérations et propose aux Représentants du Personnel de participer à celles qui correspondent aux travaux dangereux ou de longue durée.
- Il informe ces Représentants, suivant les dispositions prévues par le CHSCT, des réunions et inspections et les accompagne en tant que de besoin.
- Il recueille l'avis motivé des délégués du CHSCT pour l'organisation d'inspection ou de réunion concernant une opération donnée.
- Il coordonne, si besoin est, l'application du décret pour les Organismes de Recherche et Développement présents en permanence sur le site.
- Il enregistre et archive les Plans de Prévention et les tient à disposition des organismes concernés.
- Il prête son concours aux Responsables d'Entreprises Extérieures pour la formation de leur personnel en matière de sécurité pour les risques spécifiques rencontrés sur le site.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	12/15
		Date d'application Septembre 2003	

## 7.6 - Rôle de l'Unité Sécurité de la Direction du Centre

### 7.6.1 - Le Service de Protection contre les Rayonnements et la Surveillance de l'Environnement (SPRSE)

- A la demande des Entreprises Extérieures, du Chef d'Installation ou du CHSCT, il organise la formation de leur personnel aux consignes de radioprotection.
- Il intervient, systématiquement, pour tous travaux à l'intérieur des INB ou des laboratoires ou ICPE à caractère radioactif et participe pour les domaines qui lui sont propres aux visites, aux inspections et aide à la rédaction du Plan de Prévention.
- Le SPRSE s'assure que le Chef d'Installation a bien fourni au personnel d'Entreprises Extérieures une dosimétrie opérationnelle.

### 7.6.2 - La Formation Locale de Sécurité (FLS)

- Elle peut assurer, à la demande des responsables des Entreprises Extérieures, du Chef d'Installation ou du CHSCT, la formation de leurs agents aux gestes de premier secours.
- Elle peut participer aux réunions, inspections et rédaction du Plan de Prévention.
- Dans son rôle de surveillance et de gardiennage, elle contrôle l'accès des agents d'Entreprises Extérieures sur le site.

### 7.6.3 - Le Service de la Santé au Travail (SST)


- Il assiste aux inspections préliminaires :
  - ✓ soit de sa propre décision,
  - ✓ soit à la demande de l'ISE, de l'ISI ou du STL.
- Il détecte les nuisances particulières nécessitant un examen spécifique.
- Il donne les indications nécessaires pour la rédaction des fiches de poste et de nuisances du personnel soumis aux risques particuliers du CEA/GRE.
- Avec l'assistance du LABM, il effectue les examens complémentaires rendus nécessaires par la durée et la nature des travaux effectués sur le site et en communique les résultats au Médecin du Travail de l'Entreprise Extérieure concernée.

## 7.7 - Rôle du CHSCT du CEA Grenoble

- Il suit l'organisation mise en place pour appliquer les prescriptions du décret.
- Il détermine les règles concernant l'intervention des Représentants du Personnel dans les inspections de chantiers.
- Il examine les accidents de travail des agents des Entreprises Extérieures.
- Il examine les avis des Représentants du Personnel notamment en cas de désaccord avec les dispositions prises dans le cadre des Plans de Prévention.
- Il participe ou provoque des enquêtes suite à un accident du travail.

Les Représentants du Personnel ont la possibilité d'assister :

- aux inspections préliminaires en début de travaux,
- aux inspections trimestrielles systématiques pour les opérations durant plus de 3 mois,
- aux inspections demandées :
  - ✓ par eux mêmes ou par les Représentants des CHSCT des E.E.,
  - ✓ sur décision du Représentant du Chef de l'EU pour la coordination des actions de prévention,
  - ✓ sur demande des Entreprises Extérieures.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	13/15
		Date d'application Septembre 2003	

Compte tenu de la charge importante que représente le fait d'assister à toutes les inspections, la règle retenue et acceptée par le CHSCT est la suivante :

- l'ISE informe les Représentants et les convie à assister aux inspections :
  - ✓ pour les opérations totalisant plus de 10 000 heures de travail sur un an,
  - ✓ pour les entreprises travaillant en permanence sur le site et employant 5 salariés et plus,
  - ✓ pour les opérations particulièrement dangereuses suivant l'appréciation de l'ISE,
  - ✓ pour les inspections auxquelles des représentants des CHSCT d'Entreprises Extérieures ont demandé à assister,
  - ✓ à leur demande.

## 8 - HISTORIQUE DES VERSIONS

C	SEPTEMBRE 2003	Mise à jour suite à la réorganisation
B	AVRIL 1998	REFONTE ET SUPPRESSION DE LA NOTICE EXPLICATIVE DE LA CIRCULAIRE SECURITE N°23
A	SEPTEMBRE 1992	VERSION ORIGINALE
Indice	Date d'application	Objet de la modification

**ANNEXE 1 : Arrêté du 11/07/1977 fixant la liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale et extrait de la Circulaire n°10 du 29/04/1980.**

**ARRÊTÉ  
DU 11 JUILLET 1977**

fixant la liste des travaux  
nécessitant  
une surveillance médicale spéciale  
(JONC du 24 juillet 1977)

Article premier. — Pour les travaux énumérés au présent article, le ou les médecins chargés de la surveillance médicale du personnel effectuant d'une façon habituelle lesdits travaux consacreront à cette surveillance un temps calculé sur la base d'une heure par mois pour dix salariés :

1. Les travaux comportant la préparation, l'emploi, la manipulation ou l'exposition aux agents suivants :

Fluor et ses composés ;

Chlore ;

Brome ;

Iode ;

Phosphore et composés, notamment les esters phosphoriques, pyrophosphoriques, thiophosphoriques, ainsi que les autres composés organiques du phosphore ;

Arsenic et ses composés ;

Sulfure de carbone ;

Oxychlorure de carbone ;

Acide chromique, chromates, bichromates alcalins, à l'exception de leurs solutions aqueuses diluées ;

Bioxyde de manganèse ;

Plomb et ses composés ;

Mercurure et ses composés ;

Glucine et ses sels ;

Benzène et homologues ;

Phénols et naphthols ;

Dérivés halogénés, nitrés et aminés des hydrocarbures et de leurs dérivés ;

Brais, goudrons et huiles minérales ;

Rayons X et substances radioactives.

2. Les travaux suivants :

Application des peintures et vernis par pulvérisation ;

Travaux effectués dans l'air comprimé ;

Emploi d'outils pneumatiques à main, transmettant des vibrations ;

Travaux effectués dans les égouts ;

Travaux effectués dans les abattoirs, travaux d'équarissage ;

Manipulation, chargement, déchargement, transport soit de peaux brutes, poils, crins, soies de porcs, laine, os ou autres dépouilles animales, soit de sacs, enveloppes ou récipients contenant ou ayant contenu de telles dépouilles, à l'exclusion des os déglutinés ou dégraissés et des déchets de tannerie chaulés ;

Collecte et traitement des ordures ;

Travaux exposant à des hautes températures, à des poussières ou émanations toxiques et concernant le traitement des minerais, la production des métaux et les verreries ;

Travaux effectués dans les chambres frigorifiques ;

Travaux exposant aux émanations d'oxyde de carbone dans les usines à gaz, la conduite des gazogènes, la fabrication synthétique de l'essence ou du méthanol ;

Travaux exposant aux poussières de silice, d'amiante et d'ardoise (à l'exclusion des mines, minières et carrières) ;

Travaux de polymérisation du chlorure de vinyle ;

Travaux exposant au cadmium et composés ;

Travaux exposant aux poussières de fer ;

Travaux exposant aux substances hormonales ;

Travaux exposant aux poussières de métaux durs (tantale, titane, tungstène et vanadium) ;

Travaux exposant aux poussières d'antimoine ;

Travaux exposant aux poussières de bois ;

Travaux en équipes alternantes effectués de nuit en tout ou en partie ;

Travaux d'opérateur sur standard téléphonique, sur machines mécanographiques, sur perforatrices, sur terminal à écran ou visionneuse en montage électronique ;

Travaux de préparation, de conditionnement, de conservation et de distribution de denrées alimentaires ;

Travaux exposant à un niveau de bruit supérieur à 85 décibels.

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux travaux énumérés à l'article 1<sup>er</sup> lorsque ceux-ci s'effectuent à l'intérieur d'appareils rigoureusement clos en marche normale.

Art. 3. — Lorsque des mesures particulières de prévention assurent une protection efficace des travailleurs contre les risques dus aux travaux énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre peut, après avis du médecin inspecteur du travail et de la main-d'œuvre et du comité d'entreprise ou de la commission de contrôle mentionnée à l'article D. 241-7 du Code du travail, ou, à défaut de l'une ou l'autre de ces institutions, des délégués du personnel, dispenser le chef d'établissement d'assurer la surveillance médicale spéciale du personnel affecté à certains postes.

Art. 4. — Les arrêtés des 22 juin 1970 et 20 novembre 1974 sont abrogés.

**CIRCULAIRE N° 10  
DU 29 AVRIL 1980**

relative à l'application de l'arrêté du 11 juillet 1977 fixant la liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale

(BOTEF n° 80-26)

L'arrêté du 11 juillet 1977 publié au *Journal officiel* du 24 juillet 1977 se substitue aux arrêtés des 22 juin 1970 et 20 novembre 1974, fixant la liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale.

I. — Cette liste a été complétée ou modifiée d'un triple point de vue.

En premier lieu, il a été décidé d'y faire figurer les travaux en équipes alternantes effectués de nuit en tout ou en partie. Cette importante novation est intervenue à la suite d'études récentes effectuées sur le travail posté, qui ont mis en lumière le risque d'effets nocifs directs ou indirects du travail de nuit et des horaires irréguliers sur la santé des salariés.

En second lieu, les adjonctions suivantes ont été apportées à la liste :

— travaux exposant au cadmium et composés ;

— travaux exposant à un niveau de bruit supérieur à 85 décibels ;

— travaux exposant aux poussières de métaux durs (tantale, titane, tungstène et vanadium) ;

— travaux exposant aux substances hormonales ;

— travaux exposant aux poussières d'antimoine ;

— travaux exposant aux poussières de bois ;


— travaux d'opérateur sur standard téléphonique, sur machines mécanographiques, sur perforatrices, sur terminal à écran ou visionneuse en montage électronique ;

— travaux de préparation, de conditionnement, de conservation et de distribution de denrées alimentaires.

En troisième lieu, la rédaction de l'arrêté du 22 juin 1970 a été modifiée sur les points suivants :

— les termes « phosphore blanc » d'une part et « esters phosphoriques, pyrophosphoriques et thiophosphoriques » d'autre part, sont remplacés par les termes suivants : « phosphore et composés, notamment les esters phosphoriques, pyrophosphoriques, ainsi que les autres composés organiques du phosphore » ;

— les termes « anhydride arsénieux, arsénites et arsénates », sont remplacés par les termes suivants : « arsenic et ses composés ».

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice C	15/15
		Date d'application Septembre 2003	

**ANNEXE 2 : Liste des travaux dangereux pour lesquels il est impératif d'établir un  
Plan de Prévention écrit en application de l'Arrêté du 19 mars 1993**

**ARRÊTÉ du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 237-8 du code du Travail, la  
liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.**

(J.O. du 27 mars 1993)

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu le code du Travail, et notamment l'article R. 237-8 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels ;

Sur le rapport du directeur des relations du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 237-8 du code du Travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R. 231-51 du code du Travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R. 233-11 du code du Travail, ainsi que les équipements suivants :
  - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
  - machines à cylindre ;
  - machines présentant les risques définis aux deuxième et troisième alinéas de l'article R. 233-29 du code du Travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transtockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T.B.T.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 233-9 du code du Travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
17. Travaux de démolition.
18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
19. Travaux en milieu hyperbare.
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;
21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un « permis de feu ».

**Article 2.** - Le présent arrêté est applicable le premier jour du troisième mois qui suit sa parution au *Journal officiel*.

**Article 3.** - Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.